

■ L E S A M I S D E ■
l'École de Paris

<http://www.ecole.org>

**Soirée-Débat
"Les Invités"**

*organisée grâce aux parrains
de l'École de Paris :*

Accenture
Air Liquide*
Algoé**
ANRT
AtoFina
Caisse des Dépôts et
Consignations
Caisse Nationale des Caisses
d'Épargne et de Prévoyance
CEA
Centre de Recherche en gestion
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNRS
Cogema
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Danone
Deloitte & Touche
École des mines de Paris
EDF & GDF
Entreprise et Personnel
Fondation Charles Léopold
Mayer
pour le Progrès de l'Homme
France Télécom
FVA Management
IBM
IDRH
IdVectoR*
Lafarge
Lagardère
Mathématiques Appliquées
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Saint-Gobain
SNCF
Socomine*
THALES
TotalFinaElf
Usinor

*pour le séminaire

Ressources Technologiques et Innovation

**pour le séminaire

Vie des Affaires

(liste au 1^{er} janvier 2002)

**DU MOUVEMENT OUVRIER
AU MOUVEMENT ANTIMONDIALISTE**

avec

Hubert LANDIER

Directeur de la revue *Management et Conjoncture Sociale*

Daniel LABBÉ

Consultant en relations sociales

Christophe AGUITON

Membre fondateur de SUD-PTT et d'AC!

Responsable des relations internationales d'ATTAC

Débat animé par

Michel BERRY

École de Paris du management

Séance du 7 juin 2001

Compte rendu rédigé par Élisabeth Bourguinat

En bref

Les manifestations de Seattle (1999), puis le forum social mondial de Porto Alegre (2001) attestent la montée en puissance d'un courant d'opposition aux formes actuelles de la mondialisation, au sein duquel la France est fortement représentée. Quels sont les principes d'action et les objectifs de la nouvelle galaxie militante ? Quelles en sont les composantes syndicales, politiques et associatives ? Quoi de commun entre SUD, AC! et ATTAC ? Quelle est la force d'entraînement de cette nouvelle "Internationale" sur les organisations plus anciennes, telles la CGT ? Quelles sont, pour les entreprises, les conséquences de ces actions ? Faut-il y voir une nouvelle forme d'extrémisme aux exigences limitées ou un renouvellement du débat social ?

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse
des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

© École de Paris du management - 94 bd du Montparnasse - 75014 Paris
tel : 01 42 79 40 80 - fax : 01 43 21 56 84 - email : ecopar@paris.ensmp.fr - <http://www.ecole.org>

EXPOSÉ d'Hubert LANDIER

Le syndicalisme est en crise depuis plus d'une vingtaine d'années, mais cette crise s'approfondit actuellement, avec un double mouvement de décomposition et de recomposition, le tout débouchant sur une extension du champ de l'action militante qui conduit à ce qu'on pourrait appeler la nouvelle "Internationale", ou encore, "la nouvelle Alliance", pour reprendre une formule employée lors du forum de Porto Alegre.

La décomposition du mouvement syndical français

Actuellement, la France connaît le taux de syndicalisme le plus faible d'Europe, 8 %, avec un très grand nombre d'organisations. On assiste également à un processus d'émiettement à l'intérieur même des grandes organisations. Il y a une dizaine d'années, à partir du discours du secrétaire général de la CGT, il était assez facile de prévoir le contenu des tracts distribués en entreprise quinze jours plus tard ; aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas. Un fossé s'est créé entre l'appareil syndical et les militants : les appareils ont connu un fort développement ; ils ont des portefeuilles à gérer, un financement qui vient de plus en plus de sources autres que les cotisations syndicales, et suivent de plus en plus souvent des logiques d'appareil qui s'éloignent des préoccupations concrètes des militants.

Dans le cadre de conflits aussi complexes que ceux qu'a suscités la loi des trente-cinq heures, les militants n'ont pas toujours trouvé auprès de leurs responsables fédéraux les conseils qui leur auraient permis de négocier dans les meilleures conditions ; bien souvent, ils ont reçu l'injonction de signer des accords qui ne répondaient pas à leurs préoccupations, ce qui a provoqué des éclatements et des scissions.

C'est pourquoi les militants préfèrent de plus en plus souvent, plutôt que de s'adresser à la permanence juridique de l'union locale, assurée le vendredi de seize heures à dix-huit heures par un ancien conseiller prud'homme à la retraite, recourir à des bases de données informatiques ou même faire appel au cabinet d'experts comptables du comité d'entreprise.

De Berlin à Seattle

Parallèlement à cette décomposition du mouvement syndical, se sont opérés au plan mondial des bouleversements qui ont permis la constitution de ce que j'ai appelé la nouvelle Internationale.

En 1989, la chute du mur de Berlin marque l'effondrement du bloc soviétique et la fin de la guerre froide. Plus rien ne semble devoir s'opposer au règne du libéralisme économique, au point qu'un philosophe américain n'hésite pas à parler de *fin de l'histoire*. Pendant quelques années, effectivement, on a pu parler d'un triomphe sans partage de l'économie de marché, avec toutefois quelques incidents de parcours, par exemple à la suite de la guerre du Golfe, puis avec la crise financière des économies du sud-est asiatique.

Dix ans plus tard, en 1999, lors d'une réunion de routine du conseil d'administration de l'OMC à Seattle, apparaît, à la surprise générale, une opposition violente à la mondialisation financière ; depuis, ce mouvement dit *antimondialiste* a participé à des actions de plus en plus

nombreuses, dont la plus récente est l'organisation du forum social de Porto Alegre pour faire face au forum économique mondial de Davos.

Les composantes du mouvement antimondialiste

En France, ce mouvement a une composante syndicale, une composante politique, une composante associative.

Sur le plan syndical, il s'agit du groupe des Dix et de SUD, dont Daniel Labbé vous parlera davantage, mais aussi de la Fédération syndicale unitaire qui est majoritaire dans l'Éducation nationale, de la CNT (Confédération nationale du travail), de la Confédération paysanne représentée par José Bové, et de nombreux militants de la CGT, même si ce syndicat n'a pas réellement officialisé ses relations avec le mouvement antimondialiste.

Pour la composante politique, il s'agit des trotskistes, c'est-à-dire de la Ligue communiste révolutionnaire, à l'exclusion, semble-t-il, des membres de Lutte Ouvrière et du Parti des travailleurs, de diverses organisations anarchistes issues du mouvement de mai 68, de la Gauche socialiste, des Verts, du Mouvement des citoyens, puisque Jean-Pierre Chevènement était présent à Porto Alegre, et enfin de communistes critiques qui reprochent à Robert Hue d'être compromis avec un gouvernement jugé favorable à la mondialisation financière.

La composante associative est la plus importante ; elle comprend les mouvements des Sans (les sans-papiers, les sans-emploi, les sans-droits, les sans-logement), tels que le Mouvement national des chômeurs et précaires, Agir ensemble contre le chômage, l'Association pour l'emploi, l'insertion et la solidarité, les comités de chômeurs de la CGT, Droit au logement, Droit devant ; mais aussi des associations de réflexion comme la Fondation Copernic, la Coordination pour un contrôle citoyen de l'OMC, ou ATTAC.

Une organisation en réseau

Alors que la Troisième Internationale fonctionnait selon une base idéologique claire, qui était le marxisme-léninisme, le mouvement antimondialiste offre une grande diversité idéologique : on y trouve des marxistes, mais aussi des anarchistes, des chrétiens de gauche, des écologistes, des féministes, des tiers-mondistes, chacun ayant ses raisons propres d'adhérer au mouvement.

De même, alors que la Troisième Internationale était organisée de façon très hiérarchique, le mouvement antimondialiste fonctionne en réseau, selon le principe du *banc de poisson* : l'ensemble du groupe prend le même virage alors que personne ne semble avoir imposé la décision aux autres ; on perd évidemment quelques éléments à chaque virage, mais on les retrouve au virage suivant.

L'acteur qui est la figure de proue du mouvement a changé : il s'agissait naguère du travailleur exploité dans son usine ; aujourd'hui il s'agit du citoyen, qui est tantôt un travailleur, tantôt un riverain, un humaniste, un écologiste, un consommateur, etc.

L'objectif est également différent : celui de la Troisième Internationale était la prise de pouvoir au niveau national afin de transformer la société par le canal des institutions de l'État.

Aujourd'hui, les deux niveaux stratégiques sont le niveau local et le niveau international, et l'objectif n'est pas de prendre le pouvoir mais de jouer le rôle d'un contre-pouvoir et de réinventer, au niveau international, les règles de la démocratie participative, ainsi que les moyens de la mettre en œuvre.

Enfin, il ne s'agit plus de mobiliser des masses de manifestants, mais d'alerter l'opinion par un bon usage des médias. Les trois moyens principalement utilisés sont la guérilla juridique, qui recourt, faute de pouvoir mobiliser les salariés en masse, à toutes les ressources qu'offre le droit pour faire aboutir les causes ; l'internet, qui a permis de substituer aux tracts pelucheux d'antan les tracts informatiques envoyés instantanément à des milliers de personnes ; enfin, la médiatisation des conflits qui ne se jouent plus dans la cour de l'usine, mais devant le tribunal de l'opinion publique. Il est significatif, à cet égard, que le boycott de Danone ait été organisé non pas par les syndicats, mais par une association, en l'occurrence ATTAC.

EXPOSÉ de Daniel LABBÉ

Je vais vous parler plus particulièrement du syndicat SUD (Solidaires unitaires démocratiques), fondé en 1989 dans le cadre des PTT, et qui fait partie du mouvement antimondialiste décrit par Hubert Landier. SUD compte aujourd'hui entre trente et cinquante mille adhérents, ce qui est loin d'être négligeable, puisque cela représente environ la moitié de la CFTC ou de la CGC. Son dernier coup d'éclat a été de réussir à s'implanter chez Michelin, où, lors des dernières élections, la nouvelle section SUD, issue des décombres de la CFDT, est arrivée en deuxième position derrière la CGT, avec plus d'un quart des suffrages du personnel exprimés.

La naissance de SUD

Ce développement rapide est d'autant plus étonnant que SUD semble né un peu par hasard, mais il a manifestement rencontré un terreau historique propice au développement d'une nouvelle organisation syndicale.

Le contexte de la création de SUD est d'abord celui de la crise que traversait la CFDT depuis la décision, prise par Edmond Maire à la fin des années 1970, de recentrer ce syndicat en abandonnant le socialisme autogestionnaire, la lutte des classes, l'alliance avec la CGT, afin de revenir à un syndicalisme de négociation, plus proche de l'inspiration des fondateurs lorsqu'ils avaient décidé de déconfessionnaliser la CFTC. Ce recentrage a toujours suscité une opposition importante de la part des militants qui étaient entrés dans la CFDT après 1968 ; cette tendance gauchiste comprenant à la fois des anarchistes, des maoïstes, des trotskistes, était unie dans une attitude oppositionnelle mais n'était jamais parvenue à se structurer de façon consistante face à la ligne confédérale définie par Edmond Maire.

À la fin des années 1980, les cadres de la CFDT savaient que la loi Quilès se préparait et souhaitaient pouvoir négocier avec les pouvoirs publics et les dirigeants des PTT l'adaptation du syndicalisme à cette entreprise. Le conflit qui a éclaté aux PTT en 1989 est venu perturber cette stratégie : les militants gauchistes menaient une grève dure, alors que les autorités fédérales et confédérales souhaitaient négocier. Devant l'impossibilité de trouver un accord,

plusieurs centaines de ces militants ont été exclus, et c'est alors qu'ils ont créé le syndicat SUD.

Lors des élections qui ont suivi, SUD a obtenu 5 % des suffrages, ce qui peut paraître faible, mais est relativement significatif dans une entreprise qui compte quatre cent mille salariés. Lors de la scission des PTT entre La Poste et France Télécom, SUD, toujours très oppositionnel, a continué à se développer en mordant sur la CFDT d'abord, puis sur la CGT et les autres organisations syndicales, au point d'être devenu aujourd'hui pratiquement le premier syndicat à France Télécom, et le deuxième, à un demi-point d'écart de la CGT, à La Poste.

Deux rendez-vous historiques

Deux moments historiques essentiels ont marqué la suite du développement de SUD. Le premier est la rencontre avec le groupe des Dix, une dizaine de syndicats nostalgiques de l'unité syndicale de 1936 qui, depuis l'élection de François Mitterrand en 1981, cherchaient à reconstituer cette unité, sans rencontrer beaucoup de succès auprès des cinq grandes centrales. Cette rencontre peut paraître paradoxale, car SUD est de tradition gauchiste, issu de 1968 et de la CFDT, alors que le groupe des Dix incarne la vieille tradition cégétiste de la charte d'Amiens ; pourtant la greffe a pris.

Le deuxième rendez-vous intervient lors des grandes grèves de 1995 ; SUD sort alors de son berceau des PTT pour essaimer dans diverses entreprises du public mais aussi du privé.

Les raisons du succès

Pourquoi un tel succès ? Pour faire image, on pourrait dire que SUD allie l'héritage du syndicalisme traditionnel avec l'internet.

SUD propose tout d'abord un décapage et une remise à plat du syndicalisme ; c'est un syndicalisme de terrain qui critique l'institutionnalisation des syndicats traditionnels et dénonce leurs pratiques fossilisées, mais n'hésite pas à conquérir lui-même les institutions.

Une autre notion nouvelle est l'idée que ce n'est plus le nombre qui fait la force et la légitimité : SUD révèle la capacité d'une avant-garde, par définition peu nombreuse, à créer des événements et à mobiliser les médias en mariant le rationnel et l'émotionnel, la revendication immédiate et la perspective historique.

Le prochain rendez-vous sera celui des élections prud'homales : si SUD parvient à transformer l'essai, l'échiquier syndical français changera de visage. Ceci posera naturellement des problèmes nouveaux aux entreprises, habituées au ronron des relations avec des partenaires sociaux qu'elles connaissent bien et dont elles savent prévoir les réactions.

EXPOSÉ de Christophe AGUITON

Pour compléter ce qu'a dit Hubert Landier sur les événements historiques qui ont marqué la naissance du mouvement antimondialiste, je crois qu'il faut parler de la guerre du Golfe : après la chute du mur de Berlin, beaucoup d'espairs de démocratie autogestionnaire sont nés à l'est, et se sont rapidement effondrés ; beaucoup espéraient aussi que la fin du bloc soviétique allait entraîner un certain affaiblissement de la puissance américaine et qu'on verrait naître un monde multipolaire, rééquilibré vers l'Orient.

La guerre du Golfe a remis les pendules à l'heure et montré que les États-Unis restaient *la* grande puissance économique, militaire et politique, chacun de ces aspects renforçant les autres. Cet événement a joué un rôle d'éclairage sur l'évolution passée et d'accélérateur pour l'évolution à venir. Je voudrais montrer que Seattle a joué un rôle historique du même type.

Le régime de croisière du capitalisme

Au cours des dix dernières années, on peut considérer que le capitalisme a trouvé son régime de croisière. Le taux de profitabilité des entreprises, qui était tombé à un niveau insuffisant, du point de vue du capitalisme, pendant les années 1970, a été restauré et a retrouvé aujourd'hui son niveau des années 1950 et 1960, grâce aux diverses offensives menées contre les acquis sociaux, que ce soit à travers les plans de rigueur de Raymond Barre ou d'Helmut Schmidt, ou les réformes encore plus violentes de Madame Thatcher et de Ronald Reagan.

Cette restauration du taux de profit des entreprises s'est faite dans le cadre d'un nouvel ordre productif, qui se caractérise par le poids considérable de la finance, l'ouverture des marchés à tous les niveaux, la flexibilisation du travail.

En 1860-1870, la première phase de la mondialisation avait permis aux ouvriers anglais qui se rencontraient lors des expositions universelles de constituer la Première Internationale ; de même, aujourd'hui, ce nouvel ordre productif, qu'on peut désigner par le terme de *mondialisation libérale*, s'accompagne, en réaction, d'une autre mondialisation : une nouvelle Internationale, qui s'est exprimée en premier lieu dans les deux pays où le libéralisme s'était implanté le plus vite. Il s'agit bien entendu des États-Unis, mais aussi de la France, où, malgré les discours officiels, les gouvernements de droite et de gauche ont énormément privatisé, ouvert les marchés et largement facilité la flexibilisation du travail. Par comparaison, en Allemagne et au Japon, la résistance de la société et de l'État a été plus forte, et ces pays, moins libéralisés, sont aussi moins touchés par le mouvement antimondialiste.

La réaction antimondialiste porte sur trois thèmes principaux : les questions sociales, l'environnement, la démocratie.

Les questions sociales

Le nouvel ordre productif se caractérise tout d'abord par un accroissement rapide des inégalités entre les pays du nord et du sud, mais aussi au sein de chaque pays. Beaucoup de théoriciens estiment qu'il est normal, chaque fois que s'instaure un nouvel ordre productif, d'assister d'abord à un accroissement des inégalités puis à leur resserrement, sous la pression

des luttes sociales. Mais rien n'indique que ce processus puisse opérer cette fois, du fait de l'ouverture des frontières, de la flexibilisation du travail et de l'accroissement général de la précarité, qui privent les salariés d'une grande part de leurs moyens d'action.

Ce phénomène génère un sentiment d'angoisse très prégnant, et la fin de la croyance que nos enfants vivront mieux que nous, ce qui constitue un choc civilisationnel. Bien entendu, cette angoisse est d'autant plus forte et douloureuse qu'on se trouve tout en bas de l'échelle, mais elle existe aussi pour les dirigeants d'entreprise, même lorsqu'ils sont munis de *stock-options*, et elle entraîne un rejet massif du système, non seulement dans les milieux intellectuels, militants et syndicaux, mais dans une très large part de l'opinion.

Ce rejet est particulièrement évident si l'on compare les réactions suscitées par le référendum de Maastrich organisé sur l'adhésion de la France à la monnaie unique en 1992, et les enquêtes d'opinion sur le processus de mondialisation. Le référendum sur l'Europe a révélé, à la surprise générale, une France coupée en deux, avec d'un côté la France des pauvres, des ouvriers, des ruraux, qui disait massivement "non", et de l'autre la France des villes et des couches moyennes supérieures, qui disait "oui". La France qui s'exprimait dans les journaux, qui parlait à la télévision, celle qui *comptait*, avait l'impression qu'on allait vers un taux de 70 % à 80 % de *oui* ; or le score a été de 50-50.

Les lignes de clivage ne sont pas les mêmes lorsqu'on interroge les Français sur la mondialisation. On trouve entre 60 % et 70 % de rejet, contre 15 % d'approbation, avec 15 % d'indécis ; et ces rapports valent pour toutes les couches sociales, quel que soit leur niveau d'éducation. La grande majorité de la société française est favorable à la mondialisation des peuples, celle qui permet des échanges et des brassages culturels, mais angoissée par la mondialisation de l'économie, dont elle craint les conséquences sociales. Cette différence d'attitude face à l'adhésion à l'Europe et face à la mondialisation, et le fait que l'angoisse que génère la seconde est largement partagée, s'observe dans les réactions des médias, qui se montrent d'une relative bienveillance à l'égard du mouvement antimondialiste.

L'environnement

La deuxième conséquence du nouvel ordre productif mondial concerne l'environnement : l'ouverture générale des frontières a entraîné une accélération de la concurrence, qui se traduit par une pression de plus en plus forte sur l'environnement ; c'est par exemple l'argument qui a été utilisé par Total pour expliquer l'état de vétusté de l'Erika. La course au profit accélère également la dévastation des forêts tropicales, l'appropriation, par de grands groupes industriels, des génomes des plantes tropicales pour constituer des banques de données. Elle fait naître également des inquiétudes alimentaires qui s'expriment dans le concept de *malbouffe*.

La question démocratique

La troisième conséquence du nouvel ordre productif est le défi qu'il pose à la démocratie. La France fait partie du club très fermé des pays qui sont à la fois membres du G7 et membres permanents du Conseil de sécurité ; elle est censée avoir le privilège de participer à la direction des affaires du monde. Pourtant, ni vous, ni moi, ne savons ce qui se dit au nom de la France, et donc en notre propre nom, au sein du FMI, de la Banque mondiale ou de la

plupart des institutions financières, car ces délibérations sont secrètes : il n'existe même pas de rapport parlementaire sur ces négociations. Imaginez maintenant ce qu'il en est du citoyen lambda de pays comme la Chine ou l'Inde, dont l'avis est encore moins pris en compte que dans nos pays censés être démocratiques et qui font partie des "grands" ! Or les questions internationales deviennent chaque jour plus importantes pour la vie de chacun d'entre nous.

Comme, après l'effondrement de l'URSS, les États-Unis n'ont pas voulu assumer un leadership politique au niveau mondial et n'ont pas accepté non plus d'instaurer un leadership multilatéral, du type du traité de Vienne, nous nous retrouvons dans un monde qui, en dépit des apparences, est en réalité très fragile. Cette situation fait naître une volonté très largement partagée de nous réapproprier le monde, de permettre aux citoyens de décider de leur avenir collectif.

Un tuilage entre ces trois thématiques

Après Seattle, beaucoup d'observateurs pensaient que l'alliance inattendue entre les défenseurs des tortues, les syndicalistes des Steel Workers et des dénonciateurs de la malbouffe comme José Bové, ne durerait guère au-delà de cette épisode. La suite a montré qu'au contraire, les alliances se renforçaient entre les différents courants.

Ce qui est très frappant est que chaque organisation, quel que soit son thème de départ, intègre progressivement les revendications des autres. Par exemple, aucun syndicat ne considère plus aujourd'hui que l'environnement est une question secondaire, ni qu'il n'a pas à se préoccuper des problèmes de démocratie à l'autre bout de la planète. Les environnementalistes, de leur côté, s'intéressent de plus en plus à la question de l'ouverture des marchés, dont ils voient bien les conséquences, par exemple en ce qui concerne l'appropriation du vivant par les grands groupes. Enfin, on peut citer une association de défense des droits humains comme Amnesty International, qui est également en train d'évoluer : désormais, elle ne se limite plus à la seule défense des prisonniers d'opinion, mais s'intéresse aussi aux questions sociales soulevées par la mondialisation.

La politique d'alliance de SUD

Cette même politique d'alliance se retrouve dans le développement de SUD. En 1993, par exemple, SUD PTT a participé à la création d'Agir ensemble contre le chômage avec la Ligue des droits de l'homme, mais aussi Pierre Bourdieu et l'équipe de l'association qu'il a lancée : Raisons d'agir. Le même type d'expérience a été lancé avec la coordination des sans-papiers, la remise en route d'un mouvement de défense pour les droits des femmes, le droit au logement, ou encore ATTAC.

Au début, nous n'avions pas encore théorisé ce type de démarche ; avec le recul, je pense qu'on peut l'analyser comme une nouvelle forme de syndicalisme interprofessionnel. En général, la tradition interprofessionnelle consiste à relier des cheminots, des postiers, des métallos et des chimistes au sein d'une union locale, qui permet de s'épauler en cas de grève ou de conflit important. Notre démarche anticipait sur la prise de conscience, qui est maintenant largement partagée, que le mouvement syndical était trop éclaté et trop limité à certains secteurs. La CGT a par exemple décidé récemment de créer une section concernant les chômeurs, ce qui n'avait rien d'évident dans une confédération dont le centre de gravité

est représenté par des salariés d'EDF, de la SNCF, de La Poste, et au mieux de Renault ou de Michelin.

Bien entendu, SUD ne va pas devenir Green Peace, ni l'inverse ; mais il existe incontestablement parmi ces organisations une capacité d'alliance et de tuilage qui explique la force que ce mouvement est en train d'acquérir.

Le rôle historique de Seattle

Je voudrais maintenant en venir aux conséquences des manifestations de Seattle qui, à vrai dire, ne constituaient au départ qu'un micro-événement : si Seattle a été un échec (du point de vue de l'OMC), c'est d'abord à cause des affrontements entre pays du nord et pays du sud et entre Américains et Européens ; les manifestations, qui ont rassemblé tout au plus trente mille personnes aux États-Unis, quarante mille dans diverses villes françaises, une dizaine de milliers à Londres et autant à New Delhi, n'ont été que la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

En fait, s'il est permis de prendre de telles comparaisons, les choses se sont passées un peu comme lors de la Commune ou de la révolution chinoise, qui ont vu le jour dans les "interstices" de l'histoire, à l'occasion d'un conflit d'une grande envergure, dont elles n'étaient pas les moteurs premiers : la Commune de Paris n'aurait pas eu lieu sans la guerre franco-prussienne ; à la fin de la Longue Marche, Mao ne disposait plus que de deux mille combattants épuisés, et la révolution chinoise n'a pu rebondir qu'à cause du sac de Nankin, de la deuxième offensive japonaise en Chine et des préparatifs de la seconde guerre mondiale.

De même, c'est à l'occasion d'une conférence internationale houleuse qu'un petit mouvement de protestation franco-américain s'est transformé en un grand mouvement mondial capable de faire reculer les plus grandes institutions : la dernier World Economics Forum qui se tenait en Australie s'est terminé en apocalypse, et la Banque mondiale vient d'annuler la conférence prévue à Barcelone en juin, par peur des manifestations qui s'annonçaient.

Nouveaux acteurs, nouvelles actions

À l'évidence, le mouvement actuel présente une grande similitude avec celui de 1968 : la place prépondérante qu'y tiennent les jeunes (la majorité des manifestants ont autour de vingt ans), mais pas n'importe lesquels : aux États-Unis, ce sont les étudiants du 1^{er} cycle d'Harvard, c'est-à-dire l'équivalent des élèves de Normale Sup ou de Polytechnique, ceux qui constitueront l'élite américaine de demain ; au Japon, ce sont les étudiants de l'Université de droit de Tokyo. En d'autres termes, le mouvement antimondialiste n'est pas la révolte d'exclus qui n'ont rien à perdre parce qu'ils sont privés de revenu ou de logement, mais, comme en 1968, un mouvement ancré dans les lieux de la domination que sont les universités et les grandes écoles, et animé par ceux dont on aurait pu penser qu'ils seraient les défenseurs du système.

La deuxième caractéristique de ce mouvement est qu'il s'appuie sur une transformation en profondeur du syndicalisme, que ce soit en France ou aux États-Unis : tous les syndicats pensent que la lutte contre la mondialisation libérale est le thème qui va structurer leurs combats pour les dix ans à venir. Ils sont en train de prendre un véritable tournant. Le grand

syndicat américain (l'AFL-CIO) par exemple, qui traditionnellement ne défendait que les Blancs, demande aujourd'hui la régularisation de tous les travailleurs clandestins !

Enfin, les modes d'action ont radicalement changé, comme on l'a vu lors de l'affaire Nike. Cette société avait en quelque sorte réalisé le rêve de tout patron : une entreprise sans ouvrier et donc sans possibilité de grève, puisqu'en dehors d'un petit bureau d'étude et d'une société de marketing, tout était sous-traité à des entreprises dispersées dans l'est asiatique. La seule vraie valeur de l'entreprise était sa marque, et c'est sur ce talon d'Achille que se sont focalisées les campagnes d'opinion, qui sont parvenues à faire infléchir la politique sociale de l'entreprise.

Les perspectives

Ce que nous sommes en train de constituer aujourd'hui, ressemble un peu à une nouvelle Internationale, souple et flexible, en essayant de faire en sorte que son centre de gravité se déplace vers le sud, car jusqu'ici, le mouvement s'est surtout développé au nord ; nous devons également, malgré le caractère par définition universel du mouvement, mieux prendre en compte les questions identitaires réveillées par toute démarche de ce type.

Un autre défi du mouvement antimondialiste est de proposer une solution alternative à la mondialisation économique. La crise des années 1930 avait provoqué une réflexion et des propositions globales aussi bien dans le camp des anti-systémiques, ceux qui préconisaient une rupture avec le capitalisme, que dans le camp de ceux qui se situaient dans le système, avec notamment la pensée de Keynes.

Face à la crise actuelle, les systémiques ne proposent rien de nouveau ; tout au plus s'excusent-ils, lorsqu'ils sont interpellés, *de ne pas pouvoir faire mieux*. Notre mouvement, quant à lui, est trop jeune encore pour pouvoir avancer de vraies propositions : on n'est qu'au début du processus.

DÉBAT

La représentativité des syndicats mise en cause

Un intervenant : *Le développement de SUD ne remet-il pas en cause la représentativité des grands syndicats actuels ?*

Christophe Aguiton : Je fais naturellement partie de ceux qui pensent qu'il faut changer les règles de la représentation syndicale. Certaines confédérations sont manifestement tentées de conserver le pouvoir en verrouillant tout ce qui peut l'être. À France Télécom, pendant quatre ans, alors que notre syndicat prenait de plus en plus d'importance, la CFDT faisait en sorte que nous ne soyons jamais reçus et que nous ne disposions jamais des informations, en espérant que notre mouvement s'essoufflerait. C'est un mauvais calcul, car un syndicat qui ne participe pas aux négociations grossit beaucoup plus vite qu'un autre : il ne peut être accusé de compromission. Tout le temps que nous ne perdions pas en réunions, nous le passons à rédiger des tracts, et bien entendu nous disposons de toute l'information nécessaire, car il est

vain de croire, dans une société ouverte comme la nôtre et à l'heure de l'informatique, qu'on puisse encore tout contrôler.

Hubert Landier : À l'heure actuelle, la CGT et la CFDT contestent également les règles de la représentation syndicale, et souhaiteraient que la représentativité de chaque organisation syndicale soit pondérée selon les résultats qu'elle obtient lors des élections professionnelles. Cette réforme, qui substituerait la notion de légitimité syndicale à celle de représentativité, ne séduit pas tout le monde, car elle entraînerait manifestement la perte d'influence de deux, voire trois, des cinq centrales syndicales au plan national.

Daniel Labbé : Lors des négociations sur l'application de la loi sur les trente-cinq heures, il est apparu clairement, dans de nombreuses usines, que la capacité à représenter réellement les salariés en tenant compte de leur diversité et de la complexité des problèmes, mais aussi la capacité à dialoguer avec eux et à faire avancer la réflexion, allait bien au-delà de la représentativité de droit reconnue aux organisations syndicales. Un autre aspect fondamental du problème de la représentation syndicale est le cumul des mandats, qui aboutit à la constitution d'une strate d'élus réellement coupés de la vie concrète des salariés.

C. A. : La proximité entre les représentants syndicaux et les militants de base est une préoccupation majeure des fondateurs de SUD, héritiers en cela des coordinations, ce mouvement d'auto-organisation lancé dans le cadre des grèves de 1995 dans des milieux aussi différents que celui des cheminots ou celui des infirmières. C'est pourquoi nous avons instauré un système de rotation des dirigeants. Annick Coupé et moi-même, qui sommes parmi les deux plus anciens permanents de SUD-PTT, avons repris le travail cette année, elle à La Poste et moi à France Télécom. Nous travaillons à mi-temps pour pouvoir continuer à exercer nos activités associatives et syndicales, mais nous avons laissé la direction de SUD à une équipe qui est plus au fait de ce qui s'est passé pendant ces dix dernières années dans ces deux entreprises.

Les syndicats connaîtront-ils une deuxième jeunesse ?

Int. : *Quoi que vous en disiez, le syndicalisme est une peau de chagrin ; j'ai beaucoup de mal à croire qu'il puisse renaître de ses cendres, et l'évolution que vous décrivez chez les syndicats américains me semble n'être qu'une tentative désespérée de se raccrocher à quelque chose.*

C. A. : Il est clair que le syndicalisme tel qu'il s'était organisé dans les années 1950 et 1960 était adapté au monde économique de cette période-là, et qu'il n'est plus fonctionnel aujourd'hui. Deux voies de renouveau me semblent aujourd'hui ouvertes : à l'intérieur des entreprises, se remettre réellement à l'écoute des salariés et reconstruire un dialogue fructueux avec eux ; en dehors des entreprises, nouer de nouvelles alliances et inventer de nouvelles formes de syndicalisme interprofessionnel. Ces deux voies sont celles qui ont été explorées par SUD, mais elles font également partie maintenant de la stratégie de la FSU, de la CGT, de certaines fédérations de la CFDT, et même, je le prétends, de certains syndicats américains. Le renouveau est donc bel et bien là.

Int. : *Concrètement, compte tenu, malgré tout, de la baisse continue du nombre de salariés syndiqués, comment s'exerce le contre-pouvoir à l'intérieur des entreprises ?*

C. A. : Il est assez savoureux de constater que, bien qu'aujourd'hui le pouvoir des salariés au sein des entreprises se soit effectivement considérablement affaibli, il est possible d'inventer de nouvelles façons de faire pression sur les entreprises, comme on l'a vu dans le cas de Nike ou celui de Danone. Cela dit, on peut regretter que, sauf en 1995, où on a vraiment assisté à des manifestations massives, nos mouvements fonctionnent trop par délégation : quelques personnes seulement sont réellement acteurs, mais la plupart de ceux qui nous soutiennent se contentent de nous laisser parler en leur nom.

H. L. : J'explique souvent aux DRH que désormais ils ne pourront plus se contenter de discuter avec les représentants de quelques organisations reconnues et représentatives, mais devront aussi répondre à des collectifs à géométrie variable, comprenant des syndicats et des associations, sur des thèmes qui ne concerneront pas seulement les relations de l'entreprise avec ses salariés, mais aussi ses relations avec son environnement, que ce soit du point de vue de l'écologie ou des droits de l'homme, par exemple.

Les “contre”

Int. : *Apparemment, le mouvement antimondialiste réunit surtout des gens qui sont “contre” ?*

H. L. : Il est vrai que ce mouvement se définit essentiellement comme un contre-pouvoir, mais cela ne signifie pas qu'il n'ait rien à défendre : il est porteur de valeurs morales fortes, telles que la solidarité et l'équité, qu'il oppose à l'ordre établi actuel. Il défend aussi le sens de la démocratie et réintroduit du débat au sein d'un système gouverné par la pensée unique.

C. A. : Le mouvement antimondialiste est porteur de revendications fortes, telles que l'annulation de la dette du Tiers-Monde, l'application de la taxe Tobin sur les mouvements spéculatifs, l'arrêt des politiques du FMI. Dans le domaine des revendications sociales, nous ne disposons pas encore d'un programme complet et cohérent. Nous devons pour cela surmonter un certain nombre de divergences. Par exemple, certains militent en faveur d'une régulation internationale, quand d'autres souhaitent l'instauration d'un gouvernement mondial ; les premiers sont très méfiants à l'égard de cette solution qui, selon eux, risquerait d'aboutir à une sorte de conseil de régence.

Politiquement, le mouvement syndical et associatif que je vous ai décrit a tendance à se déporter de plus en plus à gauche, car fondamentalement il s'agit d'un mouvement d'opposition au nouvel ordre productif mondial, considéré comme de droite ; à l'inverse, les partis politiques, même de gauche, ont tendance à se déporter de plus en plus à droite : à l'heure actuelle, tous les gouvernements appliquent peu ou prou les règles édictées dans le Consensus de Washington, une sorte de livre de recettes de l'idéologie néolibérale qui sert de référence au département du Trésor des États-Unis, mais aussi aux institutions internationales telles que la Banque mondiale et le FMI. À quelques exceptions locales et ponctuelles près, comme par exemple, en France, la loi sur les trente-cinq heures ou la loi contre l'exclusion, ce sont ces préceptes qui définissent le champ des possibles dans le monde entier. Le fait que le mouvement antimondialisation, qui est bien sûr violemment opposé aux principes du Consensus de Washington, trouve, pour l'instant, peu de relais dans le monde politique, pose évidemment problème.

Passer de l'autre côté de la barrière ?

Int. : *Compte tenu de la crise du politique que Christophe Aguiton a décrite, les mouvements antimondialistes vont-ils chercher à entrer dans les institutions, par exemple, en France, en présentant des candidats aux prochaines élections ?*

C. A. : Je ne le pense pas ; celui qui aurait été le plus à même de le faire est José Bové, mais apparemment il ne le souhaite pas, car cela poserait d'énormes problèmes dans la Confédération paysanne. Cela dit, je ne pense pas que les problèmes que nous soulevons puissent être réglés par l'entrée en politique des animateurs de tel ou tel mouvement social ; c'est plus difficile que cela !

Int. : *Le caractère fusionnel du mouvement antimondialiste me paraît assez superficiel ; dès que vous sortirez du flou actuel, et notamment dès que vous entrerez dans une formulation politique, vous risquez d'être confrontés à des conflits d'intérêt qui feront éclater cette belle unanimité. Les mouvement écologistes, eux aussi, ont commencé par du fusionnel, et aujourd'hui ils ne savent que faire face à un mouvement comme Chasse, pêche et traditions.*

Rien de nouveau sous le soleil ?

Int. : *Vous nous présentez l'engagement d'étudiants brillants dans votre mouvement comme un fait nouveau, mais les jeunes se sont toujours mobilisés sur les grandes causes du moment. Quant à la dialectique entre les systémiques et les anti-système, elle a également toujours existé ; les premiers se nourrissent des critiques des seconds, le système avance, et de temps en temps la transformation du contexte exige de changer les règles. Mais en l'occurrence, je ne vois pas clairement ce que votre mouvement apporte : il s'attaque à certaines grandes marques ? Certaines disparaîtront, d'autres survivront ; il en a toujours été ainsi.*

C. A. : Je suis quand même frappé par le fait que ces mouvements étudiants durent aux États-Unis par exemple depuis une petite dizaine d'années déjà, et que, contrairement à d'autres, ils se donnent des objectifs bien plus larges que l'amélioration de la vie étudiante : comme en 1968, ils tendent à une remise en cause radicale de la société.

Quant à la dialectique entre systémiques et antisystème, elle fonctionne effectivement toujours de la même façon : soit le système est capable de se réformer et il trouve la voie d'un nouveau compromis social ; soit il s'avère incapable de s'adapter et il est remplacé par un autre. De toute manière, il est essentiel que le dialogue se poursuive entre les uns et les autres, entre les différents milieux intellectuels, les milieux du pouvoir, les forces sociales, les mouvements syndicaux, les associations, les institutions, pour faire émerger les idées nouvelles.

Michel Berry : Si la Révolution française a pu, en quelques années, provoquer des mutations aussi profondes, c'est qu'elle s'est appuyée sur le travail de réflexion que menaient des penseurs et des philosophes depuis des dizaines d'années. Toute la difficulté est d'inventer des lieux où de tels débats puissent être menés, hors du monde politique, qui manifestement n'y est pas propice, mais peut-être aussi à l'écart des médias, qui ne facilitent pas l'approfondissement de la réflexion.

Présentation des orateurs :

Hubert Landier : docteur es sciences économiques, il a fondé en 1975 la revue *Management et Conjoncture Sociale* ; consultant auprès de grandes entreprises françaises et étrangères, il a publié de nombreux ouvrages sur les relations de travail, dont *L'Entreprise face au nouveau radicalisme syndical* en collaboration avec Daniel Labbé, et édite une lettre d'analyse sociale *La Lettre* d'Hubert Landier.

Hlandier@club-internet.fr

www.management-social.com

Daniel Labbé : conseil en relations sociales. Il a écrit plusieurs ouvrages sur les relations sociales et le syndicalisme, notamment *Les entreprises face au nouveau radicalisme syndical* avec Hubert Landier (Éditions Liaisons).

Christophe Aguiton : membre fondateur de SUD-PTT et d'AC !, responsable des relations internationales d'ATTAC. A publié différents articles, *Le retour de la question sociale* avec Daniel Bensaïd (Éditions Page 2, 1997) et *Le monde nous appartient, les acteurs de l'autre mondialisation* (Plon, mai 2001).

Diffusion février 2002